



HAL
open science

Injonctions à l'internationalisation

Pierre Bataille, Lucile Dumont, Simeng Wang

► **To cite this version:**

Pierre Bataille, Lucile Dumont, Simeng Wang. Injonctions à l'internationalisation. Socio-logos, 2022, Quelle internationalisation ?, 17, 10.4000/socio-logos.6065 . hal-03671025

HAL Id: hal-03671025

<https://hal.science/hal-03671025v1>

Submitted on 18 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Injonctions à l'internationalisation

Des outils sociologiques pour une nécessaire réflexivité

Injunctions to internationalization: some sociological tools for a necessary reflexivity

Pierre Bataille, Lucile Dumont et Simeng Wang



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/socio-logos/6065>

ISSN : 1950-6724

Éditeur

Association française de sociologie

Ce document vous est offert par Université Grenoble Alpes



Référence électronique

Pierre Bataille, Lucile Dumont et Simeng Wang, « Injonctions à l'internationalisation », *Socio-logos* [En ligne], 17 | 2022, mis en ligne le 17 mai 2022, consulté le 18 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/socio-logos/6065>

Ce document a été généré automatiquement le 17 mai 2022.



Socio-logos est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Injonctions à l'internationalisation

Des outils sociologiques pour une nécessaire réflexivité

Injunctions to internationalization: some sociological tools for a necessary reflexivity

Pierre Bataille, Lucile Dumont et Simeng Wang

- 1 Les échanges transnationaux, qu'ils prennent la forme de « circulation des savants » ou « des idées », sont une pratique ancienne dans les mondes intellectuels et savants (Dubois *et al.*, 2016, p. 407). Ils se sont néanmoins fortement intensifiés durant les dernières décennies dans la plupart des espaces académiques nationaux. Selon les chiffres établis par l'Institut international pour l'éducation (IIE), à l'échelle mondiale, les mobilités internationales des personnels académiques permanents ont augmenté de 30 % entre 2005 et 2015 (Bilecen et Mol, 2017)¹. Le nombre d'étudiant·es en mobilité internationale a lui augmenté de 70 % sur la même période (*idem*). D'après les chiffres de l'Unesco, l'Europe est la première zone d'accueil des étudiant·es mobiles avec plus de 2,4 millions d'étudiant·es accueilli·es en 2018, devant l'Amérique du Nord. Trois quarts de ces étudiant·es viennent de l'Union européenne². De nombreuses études empiriques se sont intéressées aux étudiant·es en mobilité internationale, notamment au prisme des projets migratoires (Eckert et Primon, 2021) et des mobilités sociales (Jamid *et al.*, 2020).
- 2 Si l'on regarde la production scientifique, elle s'est elle aussi largement internationalisée. Le taux d'articles publiés en Europe et en Amérique du Nord dans le cadre de collaborations internationales a été multiplié par deux entre les années 1980 et le début des années 2000 (Gingras, 2002). Il est évidemment plus élevé dans les disciplines des sciences dites « expérimentales » que dans les sciences sociales – où il atteint néanmoins 20 % en 2014 pour l'ensemble des articles de sciences humaines et sociales (SHS) publiés dans le monde et près de 45 % pour les seuls articles publiés par des auteur·rices basées en France (Heilbron et Gingras, 2018). À ce niveau d'observation très général, on voit ainsi se mettre en place une « nouvelle forme de l'internationalité de la science » au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, portant à « diminuer encore davantage l'influence des frontières nationales sur la dynamique du champ scientifique » (Gingras, 2002, p. 34). On assiste ici aux rapports classiques entre

« savoir » et « pouvoir », en particulier entre la science et l'idéologie. En effet, l'idéologie peut déterminer grandement les productions des savoirs scientifiques dans des contextes nationaux bien définis. On peut citer, entre autres, les cas des pays post-soviétiques (Mongili, 1992 ; Violier, 2021) et des régimes autoritaires (Froissart, 2018), sans parler spécifiquement de la question des libertés scientifiques (Vinogradov, 2021).

- 3 La discipline sociologique n'échappe pas à ce mouvement de fond, comme en témoignent par exemple la création et le développement d'associations professionnelles internationales – comme l'*International Sociological Association* (ISA) en 1948 (Platt, 1998), l'*Association internationale des sociologues de langue française* (AISLF) en 1958 (Vannier, 2020), et plus récemment l'*European Sociological Association* (ESA) en 1992 (Heilbron *et al.*, 2018)³ – ou encore l'accroissement du nombre des traductions dans les domaines des sciences humaines et sociales sur la même période (Sapiro, 2012). Les productions des sociologues français apparaissent aujourd'hui largement en retrait dans les sommaires des publications internationales de langue anglaise comparées à celle de certaines disciplines connexes – comme l'économie, les sciences politiques (Heilbron, 2014) ou la démographie (Gingras et Mosbah-Natanson, 2010). La faible présence des sociologues français dans les rangs de l'ISA ou de l'ESA, rappelée par Sari Hanafi dans ce numéro, atteste également d'une moindre ouverture de la sociologie française sur l'espace de discussion sociologique « globalisé » qu'entend incarner l'ISA. Mais ce constat, focalisé sur l'espace anglophone, peut masquer l'existence « d'arènes d'internationalisation alternatives » (Boncourt, 2016, p.545) tournées vers les autres pays francophones – arènes certes dominées sur le plan symbolique, mais bien réelles et participant d'une forme d'internationalisation et de circulation des idées « dans les marges » (Hauchecorne, 2011, p.4). Par ailleurs, la place de plus en plus centrale accordée aux expériences et publications « internationales » dans les recrutements académiques en sociologie ou en sciences politiques (Lemercier, 2018 ; Willemez et Pudal, 2018) témoigne de la prégnance de cette tendance dans l'espace de la sociologie académique française.
- 4 De ce point de vue essentiellement quantitatif, saisi grâce aux carrières, aux productions scientifiques et aux pratiques, la tendance à l'internationalisation de l'espace professionnel académique contemporain fait peu de doute. Elle occupe nombre de conversations de couloir ou plus officielles sur le présent et l'avenir de l'université – les classements dits « internationaux » faisant désormais trop souvent office de boussole des politiques publiques en matière d'enseignement supérieur et de recherche (Musselin, 2017). Dans ce contexte, il nous a semblé important de susciter, au sein de l'Association française de sociologie (AFS), une réflexion sociologiquement outillée autour de cette dimension – voire cet impératif – qui participe à structurer fortement, souvent malgré nous, les pratiques, les représentations et les perspectives d'un point de vue individuel comme collectif et contribue à la mise en marché de nos espaces professionnels (Éloire, 2010). C'est à donner des outils réflexifs quant à l'internationalisation de la sociologie contemporaine – et française en particulier – et aux justifications et représentations qui semblent la soutenir que visait initialement l'organisation de la conférence du 8^e congrès de l'AFS⁴ dont sont tirés les trois textes qui composent le présent dossier.

1. Une internationalisation, des internationalisations

- 5 Une première démarche pour débusquer les prénotions que draine nécessairement dans le contexte actuel l'idée « d'internationalisation » de l'espace académique consiste à partir de faits et constats empiriques circonstanciés. Ainsi, dès lors que l'on introduit des variations à l'échelle individuelle (genre, origine sociale), organisationnelle (type d'établissement, discipline, mode de régulation des carrières) ou plus structurelle (interrelations entre les espaces nationaux et linguistiques), la logique de « l'internationalisation » prend un tout autre aspect. D'inéluctable rouleau compresseur, elle se transforme en révélateur des rapports de force qui polarisent les espaces académiques contemporains.
- 6 Ainsi, en Europe, les pays les plus avancés quant à l'internationalisation de l'emploi académique sont ceux de petite taille (Benelux, Scandinavie, Autriche et Suisse), pour qui les aller-retours transfrontaliers constituent un moyen de valider la qualité des formations locales (Goastellec, 2016). Cette tendance, qui pèse au moins dans les flux migratoires académiques européens, reflète dès lors moins l'émergence d'un marché du travail académique mondialisé que l'existence de marchés du travail transfrontaliers, « ancrés dans des territoires linguistiques régionaux » (*idem*, p. 183)⁵. Concernant plus spécifiquement les sciences sociales, on remarque également une surreprésentation des membres issues de ces « petits » pays dans les rangs des grandes associations internationales européennes (Boncourt, 2016), qui peut s'expliquer par une relative proximité linguistique et culturelle avec les autres pays qui dominent largement cet espace de discussion⁶.
- 7 Par ailleurs, les systèmes de régulation des carrières académiques nationales jouent un rôle majeur dans ces inclinaisons différenciées à « l'internationalisation » des personnels académiques et de leur production. Dans le cas des marchés non régulés et faiblement encadrés au niveau national, comme au Royaume-Uni (Paye, 2015), les incitations à décrocher des financements internationaux (en fait, bien souvent, européens) sont fortes tant sur le plan économique et symbolique que sur le plan des conditions de travail (réduction des heures de cours, accélération de la carrière, accès à des postes stables). Ces modalités de régulations ont des effets sur la production scientifique, les pratiques de citation et l'inscription des publications dans l'espace international – comme le montre le cas de l'Italie, où les changements radicaux de modes d'encadrement de l'emploi académique à la fin des années 2000 allant dans le sens d'un désengagement massif de l'État (Arcidiacono *et al.*, 2021) ont eu comme incidence directe une montée des pratiques d'autocitation dans les disciplines où les indicateurs bibliométriques sont fortement mobilisés (Seeber *et al.*, 2019)⁷. Et, lorsqu'on se décentre de l'Europe et que l'on appréhende les mobilités scientifiques à un niveau mondial, force est de constater qu'ici aussi les flux entre pays des Nord et pays des Suds globalisés ne sont pas structurés par les mêmes logiques que les flux entre pays des Suds notamment, du fait de l'histoire coloniale bien souvent – mais plus globalement des rapports de force socio-économiques au niveau international (Eyebiyi et Mazzella, 2014 ; Bettahar, 2020). Ainsi, comme le souligne Thibaud Boncourt, « le jeu des contraintes et des ressources académiques s'associe [...] aux facteurs linguistiques et culturels pour aboutir à une internationalisation inégalement distribuée d'un pays à l'autre, toutes choses égales par ailleurs » (Boncourt, 2016, p. 545). Prenons par exemple le cas de docteurs chinois formés en SHS en France. Pour celles et ceux

visant une carrière scientifique au pays d'origine, iels sont en effet confrontées à un marché du travail en Chine où les compétences scientifiques acquises en France (telles que la pensée critique et l'interdisciplinarité) ne sont pas valorisées ; tandis que leur sont demandés un savoir-faire pour répondre aux appels à projets du PCC et des stratégies professionnelles, en particulier de publication – choix des revues classées dans Social Sciences Citation Index (SSCI), choix des langues de publication, etc. –, permettant à la Chine de figurer en bonne place dans cette nouvelle économie mondiale de la recherche au sein de laquelle la France est marginalisée (Guiheux et Wang, 2018). Ainsi, pèse lourdement le poids des systèmes de régulation des carrières académiques nationales sur la conception de la figure du ou de la scientifique, et il importe de ne pas minimiser les différences nationales et ce qui est attendu par les instances dont les scientifiques relèvent, dans le financement de la recherche ainsi que dans la manière dont la recherche est évaluée et valorisée dans les pays d'exercice de ces chercheuses.

- 8 Il faudrait également citer ici l'incidence des politiques publiques en matière de soutien à la parentalité et aux différents « contrats de genre » nationaux qui ont une influence décisive sur les pratiques et représentations quant à la mobilité internationale des personnels académiques, et en particulier des femmes (Le Feuvre *et al.*, 2018 ; Nokkala *et al.*, 2020). Et, en effet, à un niveau plus individuel, l'injonction à l'internationalisation, tant des carrières que des publications et collaborations, a de clairs effets genrés (Schaer *et al.*, 2017) – également liés à l'espace national où l'on a été formée (Le Feuvre *et al.*, 2020). Dans les pays dans lesquels le « contrat de genre » national est fortement structuré autour de la figure de l'homme pourvoyeur principal de ressource (*male breadwinner*), les femmes rencontrent des difficultés accrues pour réaliser l'idéal du chercheur mobile – nécessairement masculin (Bataille *et al.*, 2017). Par ailleurs, toujours au niveau plus individuel, les parcours internationaux, surtout quand ils s'opèrent entre les « Suds » et les « Nords », ne sont pas nécessairement synonymes d'accélération de carrière et d'accès à des ressources académiques rares (postes, publications prestigieuses, etc.) : nombre des personnels académiques en mobilité sont dans des situations de vulnérabilité avancée, les obligeant bien souvent à accepter des conditions d'emploi très dégradées (Cantwell et Lee, 2010 ; Cantwell, 2011 ; Bolzman et Guissé, 2017). Ces constats sont particulièrement flagrants dans les sciences expérimentales, où la demande de mains et de bras pour mener à bien les manipulations de laboratoire est particulièrement importante. Elle tend néanmoins à toucher également les sciences sociales, surtout dans les contextes nationaux les plus internationalisés (Bataille et Sautier, 2020).
- 9 Ces différents travaux permettent de donner un aperçu plus précis et nuancé de ce qu'impliquent les pressions contemporaines à « l'internationalisation » – et comment elles actualisent des lignes de fractures entre personnels et entre pays. Néanmoins, ils comportent deux limites importantes. D'une part, ils peuvent systématiser une opposition national/international – et nourrir, à un niveau global, une vision linéaire et irréversible du processus d'internationalisation des espaces académiques que nuancent largement des travaux portant sur le temps long (Rossier *et al.*, 2015). D'autre part, ils ne permettent pas de penser les autres usages possibles de l'internationalisation. Focalisés – à raison – sur l'aggravation des inégalités qui découlent des métamorphoses contemporaines des espaces académiques, ils ne permettent pas d'interroger l'arbitraire de la définition du terme même « d'internationalisation » (essentiellement quantitative) que ces injonctions recouvrent. À partir du cas particulier de la sociologie,

c'est à l'exploration de ces autres perspectives sur l'internationalisation, touchant peut être moins aux personnels et aux carrières qu'à l'internationalisation des modes de structuration des disciplines, du contenu des canons disciplinaires et des débats qui animent les espaces disciplinaires, que voudrait inviter *Socio-logos* en publiant les trois textes composants ce dossier.

2. Quand l'international précède le national

- 10 L'article de Gisèle Sapiro permet ainsi de questionner l'opposition national/international qui grève nombre de discussions autour de la supposée inexorable « internationalisation » des espaces académiques nationaux, en observant la manière dont la structuration nationale des disciplines est historiquement un produit des processus d'internationalisation bien plus qu'elle n'en est un préalable. Partant d'une réflexion autour de la critique du « nationalisme méthodologique » initiée par Andreas Wimmer et Nina Glick Schiller (2003), Gisèle Sapiro remarque que celle-ci n'a que partiellement remis en cause le fait que l'internationalisation soit généralement pensée comme un phénomène postérieur aux phénomènes nationaux. À l'inverse, et comme l'ont montré une série de travaux (Vauchez, 2013 ; Thiesse, 2014), le cadre national des disciplines ne précède pas nécessairement leur internationalisation. C'est en effet au travers de diverses logiques de circulation internationale que les champs disciplinaires se structurent à un niveau national. La domination de ces modèles ainsi que la manière dont ils se sont imposés dans des contextes nationaux parfois très différents, tout en faisant l'objet d'ajustements à l'échelle locale, témoigne en même temps des rapports de force dans le champ académique transnational. Le prestige de la tradition intellectuelle allemande dans le monde académique d'une part, et la place centrale des États-Unis dans les institutions internationales après la Seconde Guerre mondiale d'autre part ont ainsi contribué à donner forme aux disciplines académiques sur la scène internationale.
- 11 Cependant, si la concurrence internationale dans les espaces académiques favorise l'isomorphisme organisationnel tel qu'il a pu être identifié par Paul DiMaggio et Walter Powell (1983), celui-ci n'empêche pas que les différences de degré d'internationalisation varient dans le temps, mais aussi entre les pays et les disciplines et à l'intérieur de ces dernières. Ainsi que le rappelle l'article de Gisèle Sapiro, les disciplines académiques sont en effet elles-mêmes structurées autour du clivage pôle national/pôle international, sans que celui-ci ne recoupe des oppositions systématiques entre des formes de reconnaissance ou d'autonomie. Afin de saisir à la fois les conditions sociales et matérielles de l'internationalisation en sciences sociales et de comprendre ses effets sur les pratiques académiques, il s'agit dès lors de construire, à la suite de travaux pionniers (Heilbron *et al.*, 2009), une « sociologie historique croisée des sciences humaines et sociales prenant en compte les traditions communes [...] et les échanges internationaux » qui met en lumière « le fait qu'il s'agit d'échanges inégaux dans un espace structuré par des rapports de force » comme l'autrice le souligne dans son article.
- 12 La manière dont les processus d'internationalisation recouvrent des réalités très disparates d'un espace national ou disciplinaire à un autre constitue en effet un questionnement central dans les articles qui composent ce dossier. Le champ académique transnational est traversé par des tendances hégémoniques et des rapports

de force symbolique. Du point de vue historique, il se caractérise également par différentes formes et modalités d'internationalisation, de même que par différents usages de cette dernière (Sapiro, 2013 ; Dumont, 2018). Ainsi, les effets de la concurrence internationale ne se limitent pas seulement à l'isomorphisme organisationnel mais portent également sur le contenu des disciplines. L'institutionnalisation de la sociologie américaine sur le modèle humboldtien a ainsi écarté le travail social de la discipline, la recentrant autour de sa dimension plus académique.

- 13 Plus généralement, en prenant en compte le différentiel de capital symbolique entre plusieurs traditions nationales en sciences sociales, l'analyse de Gisèle Sapiro permet de raffiner la compréhension pratique des manières dont se met en œuvre « l'internationalisation » attendue dans les espaces académiques. Socio-historiquement, les collaborations étrangères n'ont ainsi pas toutes la même légitimité. En effet, la domination de la sociologie française jusque dans les années 1960 est indissociable de la manière dont la sociologie étasunienne, au principe du renouvellement de la discipline à l'échelle internationale après la Seconde Guerre mondiale, importe des références françaises – à commencer par Émile Durkheim – pour en faire le socle théorique de la discipline. La consécration par les États-Unis, dans le cadre de leur domination dans le champ académique transnational, semble valoir consécration internationale. Sur la période plus récente, les travaux d'Yves Gingras et Johan Heilbron (2009) confirment d'ailleurs que la concurrence et la course à l'internationalisation dans le champ académique poussent les chercheur·es vers des collaborations internationales plus « rentables » symboliquement. En effet, ainsi que le souligne l'autrice, bien que les années 1990 aient été marquées par une hausse des collaborations intra-européennes, « cette hausse demeure inférieure à celle des collaborations des chercheur·es européennes avec leurs collègues aux États-Unis. » Les effets de la domination étasunienne, cependant, sont différents selon que les disciplines soient plus ou moins établies – les plus anciennes étant moins perméables à l'importation de modèles étrangers, quand les moins établies comme la sociologie y sont nécessairement plus vulnérables.

3. La sociologie française dans un monde globalisé : quelques pistes pour l'avenir

- 14 L'internationalisation, dès lors, n'est pas uniquement une question d'accès inégalitaire aux espaces internationaux. Certains espaces nationaux, à commencer par les États-Unis, apparaissent comme vecteurs d'internationalisation, ou plutôt d'une forme d'internationalisation particulièrement valorisée dans le champ académique transnational. La surreprésentation des pays des « Nord(s) » dans les références académiques comme dans les associations internationales témoigne de leur domination dans les logiques de l'internationalisation. Dans le même temps, le poids des cadres nationaux sur l'élaboration de canons disciplinaires – et la manière dont ceux-ci s'insèrent par des catégories nationales dans les rapports de force internationaux – contribue à marginaliser de nombreuses traditions sociologiques. C'est à l'analyse des effets concrets de cette marginalisation sur le corpus sociologique présenté dans la plupart des ouvrages se réclamant de l'histoire de la discipline que s'attache d'ailleurs le second article de ce numéro.

- 15 Pour rendre compte des manières d'écrire la discipline, Stéphane Dufoix se propose d'étudier les manuels français de sociologie. En se concentrant sur les citations et les référencements mis en œuvre dans les ouvrages français pour enseigner la discipline, l'article met en exergue la réduction de ladite internationalité – entendue par-là l'ouverture au monde et à l'universalité (Dufoix et Macé, 2019 ; Hanafi, 2020) – à quelques pays occidentaux. Bien que la pensée sociologique soit présente dans de nombreux pays est-européens, latino-américains, et dans quelques pays asiatiques (Japon, Chine, Inde) dès les dernières décennies du 19^e siècle, ces éléments sont exclus des manuels de sociologie en France.
- 16 Mais le constat de ce réductionnisme ne doit constituer qu'un point de départ – et n'est pas une réalité indépassable. Face à ce récit historique de la sociologie très largement occidental, Stéphane Dufoix invite le lectorat à une histoire à la fois plus longue et plus large de la pensée sociologique, qui permet, selon lui, de visibiliser les structures de la domination épistémique, et par la suite de quitter les captivités épistémiques. Comme pistes d'actions en vue de faire progresser l'internationalité de la sociologie française, Stéphane Dufoix suggère de reconsidérer la façon dont la discipline est enseignée en France : dès les premières années de formation, intégrer des auteures et des concepts non occidentaux et former les étudiant·es à une vision des enjeux mondiaux et non seulement français/européens/occidentaux de la discipline. L'auteur appelle également à explorer autrement l'histoire de la sociologie, en s'accordant des limites temporelles et spatiales plus larges lorsque l'on étudie l'historicité des disciplines et de leur institutionnalisation. Il s'agirait selon lui de se pencher sur des objets moins français et moins occidentaux dans l'étude de l'histoire de la sociologie, et de s'orienter vers des formes plus transnationales ou internationales d'analyse.
- 17 L'entretien mené avec Sari Hanafi quant à la place de la sociologie française dans la sociologie mondiale livre également de précieux éléments à ce propos. Comme le rappelle l'actuel président de l'ISA⁸, de son point de vue, l'internationalisation est bénéfique du point de vue heuristique si son développement respecte différents principes (et en particulier ceux de « positionnalité », de « comparatisme » et « d'universalisme modéré »). De ces différents points de vue, la production sociologique française apparaît en retrait – bien qu'une certaine évolution « de faible intensité » semble en cours si l'on regarde le contenu des articles de certaines revues françaises, la participation des sociologues français·es à certains débats internationaux ou encore l'évolution du nombre collaborations avec des chercheur·es ou organismes non-localisés en France.
- 18 Faire porter ses analyses au niveau global nécessiterait d'être plus réflexif quant à la position particulière que l'on occupe dans l'espace national et international, de confronter ses catégories d'analyses à celles produites dans d'autres espaces nationaux et – enfin – de viser la production de schèmes explicatifs/descriptifs dépassant ceux ajustés à l'État-nation dans lequel ils ont été forgés. D'ailleurs, plus que « l'internationalité » – qui peut se cantonner à une dimension uniquement comptable et masquer ainsi des tendances hégémoniques –, Sari Hanafi préfère poser la sociologie « globale⁹ » comme horizon d'attente d'un dialogue transnational au service de l'avancement et de l'approfondissement des connaissances sociologiques et humanistes.
- 19 En réunissant ces trois articles qui offrent chacun une perspective particulière et décalée par rapport aux injonctions actuelles à l'internationalisation, nous voulions –

en tant que membres du comité de rédaction de *Socio-logos* et membres du comité exécutif de l'AFS – donner à entrevoir d'autres formes d'internationalisation, plus en phase avec le régime heuristique de notre discipline. En outre, sur le plan politique et professionnel, de telles réflexions nous semblent également essentielles pour éviter les apories dans lesquelles nous figent les injonctions à l'internationalisation (« national versus international » ; « français versus anglais » ; « sciences sociales versus sciences expérimentales » pour ne citer que quelques-unes d'entre elles).

- 20 Au moment de publier ce dossier, il apparaît que la question de l'empreinte écologique de l'internationalisation croissante des carrières et des pratiques de recherche et les réflexions menées autour de cet aspect essentiel de la recherche actuelle – bien mise en lumière en France ces derniers mois par les activités du groupement de recherche Labos 1.5¹⁰ – n'y ont malheureusement pas été abordées¹¹. Néanmoins, il nous semble que le pas de côté par rapport aux approches dominantes auquel invitent les contributions regroupées ici permet d'envisager d'autres formes d'internationalisation, prenant en considération la participation des activités académiques au dérèglement climatique. Ainsi, avec ce dossier et les textes qui l'accompagnent (sur l'évolution du champ sociologique italien ou sur les limites de l'enquête ethnographique dans la *Silicon Valley*), nous espérons contribuer à créer les conditions de possibilité d'un espace d'échange « sociologiquement informé » autour de ces questions vives dans la plupart des milieux académiques.

BIBLIOGRAPHIE

ARCIDIACONO Davide, Joselle DAGNES, Lara MAESTRIPIERI, et Antonello PODDA (2021), « La précarité dans l'université italienne : mise en perspective depuis la sociologie économique », *Socio-logos. Revue de l'association française de sociologie*, n° 15, url : <http://journals.openedition.org/socio-logos/5090>.

BATAILLE Pierre, Nicky LE FEUVRE, et Sabine KRADOLFER MORALES (2017), « Should I stay or should I go? The effects of precariousness on the gendered career aspirations of postdocs in Switzerland », *European educational research journal*, 16, n°2-3, p. 313-331.

BATAILLE Pierre et Marie SAUTIER (2020), « Partir un jour, sans retour ? », dans SUTER Christian, Jacinto CUVI, Philipp BALSIGER, et Mihaela NEDELICU (dir.), *The Future of Work*, Zürich, p. 247-276.

BETTAHAR Yamina (dir.) (2020), *Universités et grandes écoles - Circulations internationales étudiantes et scientifiques d'hier à aujourd'hui*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.

BILECEN Başak et Christof VAN MOL (2017), « Introduction: international academic mobility and inequalities », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 43, n°8, p. 1241-1255.

BLANCHARD Marianne, Milan BOUCHET-VALAT, Damien CARTRON, Jérôme GREFFION, et Julien GROS (2022), « Inquiets mais pollueurs : une enquête sur le personnel de la recherche française face au changement climatique », *INED, Documents de travail*, 270, url : <https://archined.ined.fr/view/AX9LTfniBnm4X3q6Cl2N>.

BOLZMAN Claudio et Ibrahima GUISSÉ (2017), « Étudiants du “Sud” en Suisse romande : de la précarité lors des études aux risques de brain waste dans le cadre de la mobilité internationale », *Journal of international Mobility*, 5, n°1, p. 133-156.

BONCOURT Thibaud (2016), « La science internationale comme ressource : genèse et développement comparés des associations européennes de sciences sociales », *Revue française de sociologie*, 57, n° 3, p. 529-561.

CANTWELL Brendan (2011), « Transnational mobility and international academic employment: Gatekeeping in an academic competition arena », *Minerva*, 49, n°4, p. 425-445.

CANTWELL Brendan et Jenny LEE (2010), « Unseen workers in the academic factory: Perceptions of neoracism among international postdocs in the United States and the United Kingdom », *Harvard Educational Review*, 80, n°4, p. 490-517.

DIMAGGIO Paul J. et Walter W. POWELL (1983), « The iron cage revisited: institutional isomorphism and collective rationality in organizational fields », *American Sociological Review*, 48, n°2, p. 147-160.

DUBOIS Michel, Yves GINGRAS, et Claude ROSENTAL (2016), « Pratiques et rhétoriques de l'internationalisation des sciences », *Revue française de sociologie*, 57, n° 3, p. 407-415.

DUFOIX Stéphane et Éric MACÉ (2019), « Les enjeux d'une sociologie mondiale non-hégémonique », *Zilsel*, 5, n° 1, p. 88-121.

DUMONT Lucile (2018), « Théories sans frontières ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 224, n° 4, p. 46-63.

ECKERT Henri et Jean-Luc PRIMON (2021), « Étudiants en mobilité internationale en France : rentrer au pays, rester en France ou s'en aller ailleurs à la fin des études ? », *Agora débats/jeunesses*, 88, n° 2, p. 46-52.

ÉLOIRE Fabien (2010), « Le classement de Shanghai. Histoire, analyse et critique », *L'Homme la société*, 178, n° 4, p. 17-38.

EYEBIYI Elieth P. et Sylvie MAZZELLA (2014), « Observer les mobilités étudiantes Sud-Sud dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 13, p. 7-24.

FROISSART Chloé (dir.) (2018), « Savoir et pouvoir dans la Chine du 21e siècle : la production des sciences sociales. Enjeux du débat sur les sciences sociales dans la Chine de Xi Jinping », *Perspectives chinoises* (2018, n° 4, p. 3-9, url : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/8799>).

GINGRAS Yves (2002), « Les formes spécifiques de l'internationalité du champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 141-142, p. 31-45.

GINGRAS Yves et Johan HEILBRON (2009), « L'internationalisation de la recherche en sciences sociales et humaines en Europe (1980-2006) », dans SAPIRO Gisèle (dir.), *L'espace intellectuel en Europe*, La Découverte, p. 359-389.

GINGRAS Yves et Sébastien MOSBAH-NATANSON (2010), « Les sciences sociales françaises entre ancrage local et visibilité internationale », *European Journal of Sociology*, 51, n°2, p. 305-321.

GOASTELLE Gaële (2016), « La mobilité internationale : une qualité des carrières et des marchés académiques en Europe ? », *Journal of international Mobility*, n°4, p. 171-188.

- GUIHEUX Gilles et Simeng WANG (2018), « Une double socialisation scientifique en sciences sociales », *Perspectives chinoises* (2018, n° 4, p. 21-30, url : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/8826>).
- HANAFI Sari (2020), « Global sociology revisited: Toward new directions », *Current Sociology*, 68, n°1.
- HAUCHECORNE Mathieu (2011), « Le polycentrisme des marges. Les “filières” belge et québécoise d’importation de la philosophie politique étasunienne contemporaine en France », *Histoire@Politique*, 15, n° 3, p. 90-109.
- HEILBRON Johan (2001), « Échanges culturels transnationaux et mondialisation : quelques réflexions », *Regards sociologiques*, 22, p. 141-154.
- HEILBRON Johan, Laurent JEANPIERRE, et Nicolas GUILHOT (2009), « Vers une histoire transnationale des sciences sociales », *Sociétés contemporaines*, 73, n° 1, p. 121-145.
- HEILBRON Johan (2014), « The social sciences as an emerging global field », *Current Sociology*, 62, n°5.
- HEILBRON Johan, Thibaud BONCOURT, et Rob TIMANS (2018), « The european research area in the social and human sciences : Between national closure and american hegemony », dans HEILBRON Johan, Gustavo SORÁ, et Thibaud BONCOURT (dir.), *The Social and Human Sciences in Global Power Relations*, Cham, Springer International Publishing, p. 153-181.
- HEILBRON Johan et Yves GINGRAS (2018), « The globalization of european research in the social sciences and humanities (1980–2014) : A bibliometric study », dans HEILBRON Johan, Gustavo SORÁ, et Thibaud BONCOURT (dir.), *The Social and Human Sciences in Global Power Relations*, Cham, Springer International Publishing, p. 29-58.
- JAMID Hicham, Lama KABBANJI, Antonina LEVATINO, et Kevin MARY (2020), « Les migrations pour études au prisme des mobilités sociales », *Migrations et société*, 180, n°2, p. 19-35.
- LE FEUVRE Nicky, Pierre BATAILLE, Maria DEL RÍO CARRAL, Sabine KRADOLFER MORALES, et Marie SAUTIER (2018), « The gendered diversification of academic career paths in comparative perspective », dans MURGIA Annalisa et Barbara POGGIO (dir.), *The Precarisation of Research Careers : A Comparative Gender Analysis*, Londres, Routledge, p. 50-80.
- LE FEUVRE Nicky, Pierre BATAILLE, et Marie SAUTIER (2020), « Probationary or second-class citizens? Postdoctoral experiences in the swiss context », dans SÜMER Sevil (dir.), *Gendered Academic Citizenship*, Cham, Springer International Publishing, p. 65-101.
- LEMERCIER Claire (2018), « Concours CNRS : les CV contre les projets de recherche ? », *Socio-logos. Revue de l’association française de sociologie*, n° 13, url : <http://journals.openedition.org/socio-logos/3231>.
- MAISONOBE Marion, Michel GROSSETTI, Béatrice MILARD, Denis ECKERT et Laurent JÉGOU (2016), « L’évolution mondiale des réseaux de collaborations scientifiques entre villes : des échelles multiples », *Revue française de sociologie*, 57, n°3, p. 417-441.
- MONGILI Alessandro (1992), « Les institutions scientifiques soviétiques à l’heure de la perestrojka », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, 33, n°2/3, p. 223-242.
- MUNCK Ronaldo (2016), « Global sociology: Towards an alternative southern paradigm », *International Journal of Politics, Culture, and Society*, 29, n°3, p. 233-249.
- MUSSELIN Christine (2017), *La Grande course des universités*, Paris, Presses de Sciences Po.

- NOKKALA Terhi, Pierre BATAILLE, Taru SIEKKINEN, et Gaelle GOASTELLE (2020), « Academic career, international mobility and the national gender regimes: comparison of Swiss and Finnish politics », dans NOKKALA Terhi et Leasa WEIMER (dir.), *Universities as political institutions - HEIs in the middle of academic, economic, and social pressures*, Leyde, Brill, p. 262-286.
- PAYE Simon (2015), « Temporaires, permanents, 'vedettes' : la tripartition du salariat académique au Royaume-Uni », *Sociologie du travail*, 57, n° 2, p. 175-199.
- PLATT Jennifer (1998), *History of ISA: 1948-1997*, Montreal, International Sociological Association.
- ROSSIER Thierry, Marion BEETSCHEN, André MACH, et Felix BÜHLMANN (2015), « Internationalisation des élites académiques suisses au XXe siècle : convergences et contrastes », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 14, p. 119-139.
- SAPIRO Gisèle (2012), « La circulation des sciences humaines et sociales en traduction : enjeux et obstacles à l'heure de la globalisation », *Traduire. Revue française de la traduction*, n° 227, p. 5-15, url : <http://journals.openedition.org/traduire/465#ftn12>.
- SAPIRO Gisèle (2013), « Le champ est-il national ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 200, p. 70-85.
- SCHAEER Martine, Janine DAHINDEN, et Alina TOADER (2017), « Transnational mobility among early-career academics: gendered aspects of negotiations and arrangements within heterosexual couples », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 43, n°8, p. 1292-1307.
- SEEBER Marco, Mattia CATTANEO, Michele MEOLI, et Paolo MALIGHETTI (2019), « Self-citations as strategic response to the use of metrics for career decisions », *Research Policy*, 48, n°2, p. 478-491.
- THIESS Anne-Marie (2014), *La Création des identités nationales. Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Média Diffusion.
- VANNIER Patricia (2020), « Dans les coulisses de "l'imaginaire social" : les correspondances de l'AISLF sous la présidence de Raymond Ledrut (1978-1982) », dans VANNIER Patricia (dir.), *La sociologie en toutes lettres. L'histoire de la discipline à travers les correspondances*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, p. 73-96.
- VAUCHEZ Antoine (2013), « Le prisme circulatoire. Retour sur un leitmotiv académique », *Critique internationale*, 59, n° 2, p. 9-16.
- VINOGRADOV Boris (2021), « L'Académie des Sciences de Russie : quelles libertés académiques ? », *Transtext(e)s Transcultures 跨文本跨文化 Journal of Global Cultural Studies*, n° 16, url : <http://journals.openedition.org/transtexts/1601>.
- VIOLIER Victor (2021), *Façonner l'État, former ses serviteurs : les reconfigurations de la politique des cadres de la fin de l'Union soviétique à la Russie de Vladimir Poutine*, Thèse de doctorat, Université Paris 10.
- WILLEMEZ Laurent et Bernard PUDAL (2018), « Les recrutements vus de l'intérieur », *Socio-logos. Revue de l'association française de sociologie*, n° 13, url : <http://journals.openedition.org/socio-logos/3219>.
- WIMMER Andreas et Nina Glick SCHILLER (2003), « Methodological Nationalism, the Social Sciences, and the Study of Migration : An Essay in Historical Epistemology¹ », *International Migration Review*, 37, n° 3, p. 576-610.

NOTES

1. Ce chiffre prend en compte les postdocs comme les personnels titulaires, les mobilités courtes comme les mobilités longues.
 2. Source : <https://www.campusfrance.org/fr/les-grandes-tendances-de-la-mobilite-etudiante-en-europe>
 3. Pour une mise en perspective de l'histoire et du développement des associations européennes de sciences sociales, voir les travaux de Thibaud Boncourt (2016).
 4. La conférence dont sont issus ces articles s'est tenue le 30 août 2019 à Aix-en-Provence dans le cadre du 8^e Congrès de l'AFS (*Classer, déclasser, reclasser*) et s'intitulait « Ce que l'internationalisation des sciences sociales fait aux classements sociologiques et aux classements des sociologues ».
 5. Ce sont d'ailleurs les liens transrégionaux qui apparaissent particulièrement importants dans les collaborations scientifiques en France comme ailleurs (Maisonobe *et al.*, 2016).
 6. On remarque par ailleurs un « suivisme » marqué dans ces petits pays européens dans la plupart des échanges transnationaux de biens symboliques au sens large (Heilbron, 2001).
 7. Sur ce point, voir l'article de Bruno Cousin, Tommaso Vitale, Filippo Barbera, Carlo Barone et Marco Santoro sur la place centrale de la bibliométrie dans la structuration de l'espace sociologique italien, en *varia* de ce numéro.
 8. Son mandat actuel a commencé en 2018 et se finit en 2022.
 9. Pour un aperçu des débats autour de la notion de « sociologie globale », voir aussi Ronaldo Munck (2016).
 10. Pour plus d'information nous renvoyons vers le site internet du collectif de travail : <https://labos1point5.org/>.
 11. Ce thème avait pourtant fait l'objet d'une enquête lors du congrès d'Aix-en-Provence et s'était ainsi invité dans les débats à la fin de la semi-plénière à l'origine de ce dossier. L'approche utilisée dans cette enquête a ensuite été élargie à l'ensemble de l'ESR français, et l'on peut désormais en consulter certains résultats (Blanchard *et al.* 2021).
-

AUTEURS

PIERRE BATAILLE

Maître de conférences (UGA – LaRAC)

LUCILE DUMONT

Doctorante (EHESS - CESSP)

SIMENG WANG

Chargée de recherches (Cermes3 – CNRS)